

officielle de Londres. J'ai appris qu'aucune nouvelle n'est encore arrivée, bien que nous ayons envoyé ce matin à notre haut commissaire une dépêche lui demandant de nous mettre au courant des événements dès que l'affaire serait réglée. Nous n'avons encore reçu aucune réponse à ce message.

L'EFFECTIF NATIONAL

CONSEIL DE L'EFFECTIF NATIONAL—INTERPELLATION RELATIVE À L'INSCRIPTION NATIONALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. F. Higgins (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre du Travail. Le 21 mai, comme on peut le voir à la page 3296 des *Débats*, j'ai demandé à l'adjoint parlementaire au ministre du Travail si le Conseil de l'effectif national comptait employer les renseignements obtenus au moyen du recensement national à certaines de ses fins. L'adjoint parlementaire a répondu qu'il tiendrait la question pour un préavis. Le ministre peut-il me donner une réponse aujourd'hui?

L'hon. Milton F. Gregg (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, j'ai pris note de la question du député et je crois pouvoir y répondre sur-le-champ. Le Conseil de l'effectif national ne fera pas des données recueillies aux fins du recensement un usage plus étendu que par le passé. En d'autres termes, le Conseil ne se servira pas du recensement comme moyen d'effectuer l'inscription nationale.

M. Higgins: Puis-je signaler au ministre que les réclames du Bureau fédéral de la statistique promettent qu'aucune statistique ne sera communiquée à aucun service en aucun cas?

Une voix: Aucune statistique?

M. Higgins: Aucun des détails.

BEURRE ET MARGARINE

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS QUANT AUX FRAIS DE PRODUCTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. Chester S. McLure (Queen's): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Quel est le coût de production d'une livre de margarine destinée au commerce, comparativement au prix de revient d'une livre de beurre?

Des voix: Au *Feuilleton*!

M. McLure: C'est une question dont j'aurais voulu donner préavis au ministre, mais je l'ai reçue il y a à peine quelques minutes.

Le très hon. M. Gardiner: Monsieur l'Orateur, si nous devons discuter cette question il vaudrait mieux le faire lorsque nous étudierons mes crédits.

SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides, sous la présidence de M. Dion.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

1. Service administratif, \$336,942.

M. McLure: Hier soir, juste avant la levée de la séance, je m'apprêtais à formuler quelques observations quand, très aimablement, le président a déclaré qu'il était onze heures. Tout à l'heure quand j'ai posé une question au ministre de l'Agriculture, il a promis d'y répondre lorsque nous en arriverions à ses crédits. Je la pose de nouveau puisqu'elle se fonde sur une demande pressante à moi adressée aujourd'hui par une couple de cultivateurs venus à mon bureau. Je répète donc ma question afin que le ministre puisse y répondre en même temps qu'à d'autres questions. Quel est le prix de revient d'une livre de margarine destinée à la vente relativement au prix de revient d'une livre de beurre destinée à la vente?

Depuis que nous nous sommes attaqués à ces crédits, je me suis aperçu qu'un grand nombre de nos collègues de l'Ouest se sont faits les champions des cultivateurs de cette région. Dans tous les débats autour de l'agriculture ou de l'administration du ministère, les députés de l'Ouest restent unis comme s'ils défendaient tous en commun les intérêts des cultivateurs de là-bas. Il est difficile de distinguer si ce sont des libéraux, des conservateurs, des membres de la C.C.F. ou des créditistes. Lorsque la Chambre est saisie d'un problème agricole, ils ne font qu'une voix et, par ce moyen, obtiennent que le Gouvernement fasse droit à leurs requêtes. Nous en avons eu un exemple récemment lorsque tous les députés de l'Ouest ont pris fait et cause pour les cultivateurs et que ceux-ci se sont vu accorder une subvention de l'ordre de 65 millions.

Au cours de leurs observations, certains députés de l'Ouest semblaient croire que les députés de l'Est ne s'intéressent pas comme ils le devraient à la cause des cultivateurs de l'Ouest. J'affirme que les représentants de l'Est se sont toujours intéressés et s'intéressent encore aux cultivateurs de l'Ouest et que la majeure partie d'entre eux font plus pour les cultivateurs de l'Ouest que les députés de l'Ouest ne font pour les cultivateurs de l'Est et leurs problèmes.

Je ne vois aucun inconvénient à ce que les députés de l'Ouest, de tous les partis politi-